

La grippe engorge l'hôpital !

Le «Plan blanc» révélateur de la dégradation du service public hospitalier !

Le «Plan blanc» vient d'être déclenché dans six régions pour faire face à l'épidémie hivernale de grippe banale à cette époque de l'année. Si aujourd'hui les services d'urgence ne peuvent prendre en charge l'augmentation du nombre de patients, c'est bien le signe d'une détérioration du service public hospitalier dont il s'agit et non d'une situation particulièrement exceptionnelle.

Actuellement l'hôpital public fonctionne tous les jours à flux tendu et n'est plus capable d'absorber tout surcroît, même momentané, d'activité. Nous payons aujourd'hui les mesures d'économie cumulées depuis une décennie : regroupements de services d'urgence, fermetures de lits, pénurie organisée des professions médicales et paramédicales. En activant le «Plan blanc» dans de telles circonstances, le gouvernement démontre ainsi l'extrême insuffisance de l'offre de soins.

Progressivement le «Plan blanc» est ainsi détourné de ses objectifs premiers (faire face à une catastrophe sanitaire en cas d'afflux de victimes). L'élargissement de l'usage du «Plan blanc» n'est pas sans contrainte pour les personnels : déplafonnements du temps de travail, suppressions des congés, déplacements de services. L'objectif est peut-être d'habituer les personnels hospitaliers à ne plus avoir d'affectation fixe, de changer ses horaires et ses congés en permanence !

Sud santé réaffirme que c'est d'un plan d'urgence dont a besoin l'hôpital public ;

Alors que la pénurie est criante, des fermetures d'établissements hospitaliers sont toujours programmées dans le cadre de l'élaboration des prochains schémas d'orientation sanitaire (SROS).

Il faut stopper immédiatement tout plan de restructuration, toute fermeture de lits.

Il faut engager sans tergiverser un véritable plan de formation et de fidélisation des personnels médicaux et paramédicaux, et cesser avec des expédients au coup par coup qui dégradent encore davantage les conditions de travail des personnels et les conditions de soins des patients.

Le 11 février 2005

Pour les urgentistes, le déclenchement du plan blanc pour "une épidémie banale" de grippe révèle les "pénuries" du système hospitalier. Pour Sud-Santé, c'est un "signe de détérioration du service public hospitalier".

Le président de l'association des médecins urgentistes hospitaliers de France (Amuhf), Patrick Pelloux, a estimé vendredi 11 février que le déclenchement du plan blanc "réservé aux catastrophes", pour une "épidémie banale" de grippe, révélait les "pénuries" du système. "Il n'y a que les autorités de tutelle pour être surprises par une épidémie de grippe en hiver ! Les pénuries qu'on dénonce maintenant depuis plusieurs années, ils n'en tiennent pas compte. Du coup, à la moindre épidémie banale, on déclenche un plan réservé aux catastrophes", a déclaré Patrick Pelloux. "Je suis satisfait de ce déclenchement, car il va bénéficier aux malades, mais une fois de plus, ce sont les services d'urgence qui pallient à chaque fois les défauts du système. On va déprogrammer des malades, qu'on va retrouver dans les services d'urgence", a-t-il jugé.

Le déclenchement de ce plan dans six régions est un "signe de détérioration du service public hospitalier", a estimé pour sa part Sud-Santé dans un communiqué.

"Le plan blanc vient d'être déclenché dans six régions pour faire face à une épidémie hivernale de grippe banale à cette époque de l'année.

Si aujourd'hui les services d'urgence ne peuvent prendre en charge l'augmentation du nombre de patients, c'est bien le signe d'une détérioration du service public hospitalier dont il s'agit, et non d'une situation particulièrement exceptionnelle", a affirmé Sud.

Dans six régions

Le ministère de la santé a fait savoir jeudi qu'"à la suite du pic épidémique de grippe et de gastro-entérite touchant principalement les personnes âgées, Philippe Douste-Blazy a demandé le déclenchement d'un plan blanc gradué dans six régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas de Calais, Alsace, Rhône-Alpe, Auvergne et Midi-Pyrénées".

Le ministre, "dès mercredi soir" avait demandé "la mise en place d'une cellule nationale de crise au ministère des Solidarités, de la Santé et de la Famille pilotée par le directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (Dhos)".

"Il a donné instruction aux directeurs des agences régionales d'hospitalisation concernées de mettre en place une cellule régionale de crise et de mettre en application le plan blanc de façon graduée en fonction de l'évolution de la situation afin d'augmenter la capacité de lits disponibles et de renforcer si nécessaire les personnels", a précisé le ministère.

Ainsi le ministre "a fortement mobilisé le réseau des hôpitaux locaux et les médecins généralistes" qui y travaillaient "dès mercredi soir" avant qu'"un message" fut "adressé dans la nuit" de mercredi à jeudi "à l'ensemble des médecins généralistes de France pour les alerter de la situation".